Compte rendu de la commission déontologie extraordinaire du 3 novembre 2026

Une direction de l'information en rangs serrés sûre d'elle

Présents pour la direction *: Yannick Letranchant (président commission déontologie), Eve Demumieux (directrice adjointe déléguée à la déontologie et à la transparence du Pôle Actualités), Pascal Doucet-Bon (médiateur), Philippe Corbé (directeur de l'info), Julien Duperray directeur de la rédaction nationale), Nicolas Marut (directeur de franceinfo, canal 16), Elsa Margout (directrice des magazines), Michel Dumoret (directeur de l'information régionale), Willy Bracciano (directeur adjoint information Outre-Mer).*

Présents pour le SNJ CGT FTV : Eléonore Duplay (Nantes) et Georges Pinol (rédaction nationale).

Le 20 h du dimanche 18 octobre 2026 et fiasco de l'information nationale sur France 2 : Philippe Corbé, directeur de l'information, assume la responsabilité

Dimanche soir le 18 octobre 2026, le 20 h de F2 propose dans son JT une heure d'information centrée quasi exclusivement sur les évènements de violences urbaines, de pillage et d'incendies de la veille, de la nuit du 17 au 18. Pratiquement pas un mot sur l'immense mobilisation du samedi, dont les cortèges avaient défilé dans toute la France, majoritairement sans violence. Cerise sur le gâteau pour ce JT : l'intervention en faux direct (de quelques minutes) du Président Macron, depuis l'Elysée (avec les moyens de France Télévisions).

Le JT s'achève par un sujet de 8 minutes environ, pratiquement sans commentaires, quelques sonores sur le vif, des images quasi brutes de violence, avec, au milieu du chaos, une brève séquence lunaire montrant Jean Luc Mélenchon dans la manif parisienne, tout sourire et vantant la bonne ambiance du mouvement social.

Dans la soirée, affolement général à la direction de l'information. Les réactions négatives sur cette tranche d'info pleuvent. Le lendemain, La CGT et la CFDT crient au scandale informationnel. La CGT demande la démission de l'équipe du 20h week-end. La SDJ de la rédaction nationale, elle, s'émeut et est reçue par Philippe Corbé.
Les syndicats qui demandent une réunion en urgence avec la direction de l'information sont renvoyés à une commission déontologie extraordinaire, une semaine plus tard.

C'est donc dans une grande salle de réunion qu'un impressionnant aéropage de la direction de l'information s'est soumis aux questions des quatre OS représentatives à FTV, CFDT, CGT, FO et SNJ ce mardi 3 novembre 2026.

D'entrée de jeu, la direction nous ressert un discours bien rôdé depuis plus d'une semaine.

.../...

« *Les circonstances de fabrication de cette édition étaient très particulières. Le 20h devait s'interrompre au début pour permettre la diffusion de l'allocution présidentielle. On ne savait pas si les annonces allaient être très fortes ou pas.* »

La partie magazine traditionnelle de ce 20h présenté par Laurent Delahousse s'appelle « Successions » (rien à voir avec Stéphane Bern ndlr). Le 18 octobre, le magazine devait être consacré à un sujet sur la chanteuse Angèle. En début d'après-midi, le dimanche, la rédaction en chef décide de modifier sa programmation, pour coller à l'actualité, et mettre à la place un sujet magazine intitulé « Au coeur des violences » fabriqué par les équipes de « Successions » à partir de rushs qu'ils ont tourné samedi et dimanche dans la nuit.

C'est la diffusion de ce sujet « ODNI (Objet diffusé non identifié) qui a mis le feu aux poudres. Pour sa défense, la direction tente un numéro d'équilibriste : 20h actu et 20H mag se renvoient la « patate chaude ».

Côté JT personne n'aurait eu le temps de valider éditorialement ce long sujet de 8 minutes, prêt à diffuser tardivement ! « Juste une validation technique », dira Julien Duperray, le directeur de la rédaction nationale.
C'est le rédacteur en chef de « Successions » qui a signé la validation.
« *Avec le recul*, explique Philippe Corbé, *on aurait aimé un sujet plus court, plus fouillé et plus contextualisé…* »

« *Il y avait l'intervention du wPrésident à gérer, la continuité du JT à assurer. Le sujet magazine est arrivé tard et on n'a pas eu le temps de le visionner en détail* », reprend Julien Duperray. Et d'ajouter : « *On a une présomption de confiance envers nos équipes magazine.* »

Grande séance de défausse de cette courageuse équipe éditoriale et, en passant, un grand coup sur la tête de Jean-Michel Carpentier, rédacteur en chef chargé de cette validation, côté magazine, qui suivait le montage de ce sujet dans les locaux d'une société de production extérieure, une société située à quelques mètres du siège de France Télévisions.

Ce dernier avait pris les devants il y a quelques jours, en écrivant un mail à toute la rédaction fustigeant « *une gigantesque séance d'hypocrisie et de « fake news interne » : « Tout le monde savait tout et a fait ses choix en connaissance de cause. Toutes nos demandes et objections ont été rejetées tout au long de la journée »*, s'émeut encore ce fusible de service.

Des regrets mais pas d'excuses

Quand le SNJ-CGT FTV demande **: « Qui ment ? »,** la direction répond en cœur : personne… Merci pour ce grand élan de solidarité.

Quand les syndicats s'étonnent de cette légèreté éditoriale, alors que le moindre micro-trottoir attire la validation de parfois trois cadres, que tout sujet est remonté souvent plusieurs fois à la demande des vigies de l'éditorial des éditions de F2, Philippe Corbé fait une petite concession :
« *Oui je regrette.* » Concernant l'**ODNI,** il concède qu'il eut fallu dans l'après- midi : « *se poser, prendre un temps pour faire le point sur le sujet de fin de tranche, entre équipes mag et du 20h, parler du contenu et de la longueur.* » Il finira par lâcher : « *J'ai merdé*. »

Philippe Corbé reconnaîtra aussi que le montage qui s'est déroulé à l'extérieur en boite de production aurait dû être rapatrié au siège de France Télévisions, pour un suivi plus actif et précis de la fabrication. Quand on lui fait remarquer qu'on aurait les moyens de réaliser ces magazines complètement en interne, ce qui permettait sans doute une meilleure maîtrise de

l'éditorial, Philippe Corbé défend le système actuel. D'ailleurs, pour lui, ce n'est pas en réalité externalisé, puisque c'est une journaliste de la rédaction de France 2 détachée sur cette case magazine qui a réalisé ce sujet. Mais pas un mot sur le JRI qui a tourné, et qui lui est extérieur et employé par cette même boite de prod.

Une couverture équilibrée du mouvement social s'entête la direction

Quand le débat s'élargit à l'équilibre ou non dans la couverture de FTV des évènements sociaux depuis le démarrage du mouvement lycéen, la direction crie à la caricature. « *Il n'y a pas eu, il n'y a pas, de déséquilibre, contrairement à ce qui est pointé par certains articles de presse ou sur les réseaux sociaux.* »

Et de mettre en avant une note de la Fondation Jean-Jaurès (16 octobre 2026, *https://www.jean-jaures.org/publication/colere-lyceenne-tf1-le-mauvais-eleve-des-jt/*) très critique sur le traitement de « la colère lycéenne » du 20h de TF1, exonérant France 2, explique la direction, de faux pas éditorial.

Que dit cette note en réalité ? Elle analyse effectivement les trois 20h sur une dizaine de jours de fin septembre à mi-octobre. Les images et mots sont passés au tamis, et l'IA est mise à contribution. Les conclusions sont les suivantes : certes, sur TF1, jusqu'au 4 octobre, « *La colère lycéenne est réduite à un mouvement de violence.* »

Mais elle pointe aussi que : « *Les revendications des lycéens ont mis plusieurs jours à percer dans les JT alors même que le mouvement social a occupé dès le premier jour énormément d'espace dans les journaux télé. La ligne éditoriale choisie par les rédactions explique ce décalage :* ***les trois 20 heures ont concentré leur attention sur les actes de vandalisme et les violences policières****. Le 28 septembre, TF1 ouvre sur le nombre de manifestants interpellés. France 2 et M6 se concentrent sur les incidents en marge d'actions soutenues par La France Insoumise. Le 29 septembre, les mots « colère », « tensions », « violences », « échauffourées » dominent. Les individus sont « cagoulés », les professeurs « caillassés ». Les interpellations sont « particulièrement musclées » et font parfois appel à « une violence disproportionnée ». (…)* ***M6 et France 2 ont rééquilibré leur traitement après le 1er octobre.*** **»**

Et le 1er octobre ?

C'est justement là que le bât blesse. La direction s'entête dans la défense de ses éditions ce jour-là, un jour charnière dans le mouvement lycéen.

Elle reconnait à peine le déséquilibre sur le 13h qui ouvre sur l'incendie du lycée Nelson Mandela de Nantes, sans aucun autre sujet sur la colère lycéenne et ses origines. Elle adoube le 20h alors que celui-ci fait à peine 30s sur les revendications lycéennes sur 20 minutes de journal !

Alors que plusieurs médias en ligne ou les réseaux sociaux ont été très critiques sur cette couverture du 1er octobre, la direction reste soudée, sûre d'elle et dominatrice : tout va bien, madame la marquise.

Les élus ont également rappelé que lorsque la couverture nationale des mouvements sociaux est déséquilibrée, les journalistes le paient sur le terrain. Ils sont pris à partie lors de la couverture des manifestations. Deux antennes régionales ont également été taguées, avec des messages directement liés à ces questions éditoriales.

Franceinfo canal 16 : des erreurs et des excuses

Le directeur de la chaîne info considère que la couverture de la colère lycéenne et sociale est « spectrale » et que cela se sent sur le terrain : « *Les journalistes se sentent protégés par la « marque » et font le travail sans masquer le logo de la chaîne.* »

Et de citer en évoquant la couverture des manifestations du 31 octobre : « *Un après-midi exemplaire de directs avec un enchainement de 36 interventions « ancrées dans le réel » de manifestants.* »

Les erreurs à l'antenne ont été corrigées rapidement et des excuses ont été présentées.

Les images de Tirana pour illustrer la situation à Lyon : « *Une erreur humaine d'aiguillage, le process va être révisé.* »

Le commentaire erroné et orienté d'une chroniqueuse journaliste récidiviste : « *Une procédure disciplinaire est en cours.* »

La direction met également en avant le succès d'un long format diffusé sur la chaine sous forme d'enquête sur les méthodes de maintien de l'ordre.

Au revoir !

Cela fait plus de deux heures que les échanges ont débuté, pour la direction de l'information cela semble largement suffisant, elle se lève d'un seul homme et quitte l'assemblée ! Tant pis pour les questions laissées en suspens.
Et tant pis surtout pour les régions et l'Outre-mer, dont les représentants avaient aussi leur liste de questions !

Les OS unanimes dénoncent ce qu'elles interprètent comme un acte irrespectueux.

Restent pour répondre, un représentant de la direction de l'info des Outre-Mer, Willy Bracciano, et le directeur de l'information des régions, Michel Dumoret.

En région, une mutualisation qui impacte l'éditorial

Oui, les économies budgétaires impactent l'éditorial. La preuve, au cours de cette grande séquence sociale que traverse le pays.
Pas de bol, c'est pendant les vacances scolaires. Période soumise aux normes en vigueur de l'information en région ou les journaux sont mutualisés pour faire des économies.

Exemple, le 17 octobre, à Lyon et Grenoble : un mix de violences à Lyon tandis que le volet pacifiste est traité depuis Grenoble, le tout dans le même journal. Un choix éditorial, explique la direction, qui, elle le reconnaît, a travesti la réalité.

Le directeur de l'information des régions explique qu'au vu de ces effets néfastes de mutualisation, il a transmis une note pour que les directeurs régionaux mettent entre parenthèses la mutualisation durant cette période de grande actualité sociale. La note leur demande également de mettre tous les moyens nécessaires à la couverture des événements, qu'il s'agisse du nombre de journalistes ou des agents de protection rapprochée indispensables à leur sécurité sur le terrain."

Dont acte.

Malheureusement, il semble que la note ne soit pas parvenue ou appliquée dans toutes nos régions.

En Outre-Mer, un sujet et une médaille qui fâchent

Imaginez un directeur éditorial de France Télévisions qui reçoit une médaille honorifique pour son travail des mains d'un préfet, en pleines turbulences sociales sur la vie chère et la colère lycéenne. Eh bien, c'est possible à Martinique la 1ère !

La direction n'y voit pas malice. « *Nos pratiques professionnelles parlent pour nous. Et de poursuivre : « Oui nos rédactions sont indépendantes du pouvoir. Le directeur (DCI) n'avait pas sollicité cette médaille et il faisait partie d'un groupe de sept récipiendaires* », explique-t-elle encore.

Les OS rappellent que justement, au cœur de la contestation sociale, il y a la demande de départ de ce préfet. Les représentants s'interrogent également sur la signature par ce DCI d'un article en ligne consacré à sa propre cérémonie de remise de médaille !

La direction jure ne pas être au courant de ce dernier point. Elle indique qu'elle va enquêter…

Autre sujet irritant : la diffusion d'un sujet le 20 octobre sur Martinique La 1ère très orienté et sans recul éditorial sur le **RPPRAC** (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens), un collectif martiniquais qui lutte, entre autres, contre la vie chère.

Mea culpa de la direction : le sujet a, non seulement, pas été validé, mais la direction avait décidé de ne pas le diffuser !

« *Cela interroge sur nos process de validation. C'est en cours de révision* », nous dit-elle. En attendant, le sujet a -t-il été retiré du replay ? Oups, même pas !

La direction promet de s'occuper de cette demande. Situation lunaire…

Prochaine réunion de la commission déontologie, mardi 1er décembre

Paris, le 6 novembre 2026